

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement):** Ces entretiens portent déjà sur des programmes d'urgence en cas d'accident ou de déversement. Ils portent sur les projets de parcours, la protection de l'environnement et la réparation des dommages en cas d'accident.

**M. Fraser:** Le ministre peut-il nous dire précisément si ces entretiens, outre les programmes d'urgence destinés à lutter contre les déversements mêmes, tiennent compte du remboursement des dommages après coup?

**Mme Sauvé:** La réponse est oui.

#### L'ÉTUDE DU BASSIN DE L'OKANAGAN—LA PUBLICATION DU RAPPORT

**M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Étant donné que le groupe de travail chargé de mettre en application l'étude sur le bassin de l'Okanagan a terminé son rapport en décembre dernier et comme les habitants de la vallée s'inquiètent qu'on donne suite à cette étude, j'aimerais demander au ministre quand le gouvernement a l'intention de publier ce rapport?

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement):** Je ne suis pas sûre que le rapport sur la mise en pratique de l'étude soit terminé. D'une manière générale, je suis en faveur de la publication de ces rapports. Cependant, il faudrait attendre la fin des entretiens entre le MEER, les autorités provinciales et nous-mêmes, quant au contenu exact du rapport. Quoi qu'il en soit, je crois que le rapport sera publié en temps opportun.

**M. Whittaker:** Le rapport a été terminé en décembre. Est-ce parce que le gouvernement fédéral n'est pas prêt à financer les projets recommandés dans l'étude que le rapport n'a pas été publié?

**Mme Sauvé:** Non, il est question d'un programme conjoint pour développer cette région. Le rapport de décembre dernier constituait une étude. On l'a publié.

\* \* \*

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LA CONDAMNATION À MORT DE MIKHAIL LEVIEV PAR UN TRIBUNAL SOVIÉTIQUE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE PROTESTATION OFFICIELLE DU CANADA

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures suppléant, qui en a peut-être reçu préavis, pas de moi mais de quelqu'un d'autre. Le gouvernement rappellera-t-il à l'URSS, par l'entremise de son ambassade, que l'exécution de Mikhaïl Leviev pour crimes économiques, prévue par ce pays, nuira à sa réputation sur le plan international?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures):** Je considérerai cette suggestion d'un œil favorable.

#### Questions orales

#### LE CANADIEN NATIONAL

##### LE PROJET DE MISES À PIED ET LE CAS DES OUVRIERS DES SERVICES D'ENTRETIEN—LA QUESTION DES MAJORATIONS DE TARIFS

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? La semaine dernière, le président du CN a annoncé qu'à cause d'une réduction du trafic la compagnie mettrait à pied quelque 2,500 employés. Comme sur ce nombre plus de 1,500 employés, estime-t-on, travaillent aux services d'entretien et comme, à cause du nombre croissant d'accidents, de déraillements, et autres, la CCT a demandé aux chemins de fer d'améliorer le travail d'entretien effectué sur les voies, le ministre discutera-t-il avec le président du CN pour lui dire qu'il vaudrait mieux ne licencier aucun des préposés à l'entretien?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Je serai certes très heureux de discuter de la question avec le président du CN.

**M. Orlikow:** Comme la diminution du trafic peut être attribuable en partie à la majoration de 25 à 30 p. 100 des tarifs ferroviaires au début de l'année et à la nouvelle augmentation de 20 p. 100 prévue, le ministre continuera-t-il de manifester, auprès des chemins de fer et de la CCT, sa ferme opposition à ces hausses de tarifs?

**M. Marchand (Langelier):** Ce pourrait être l'une des raisons. Je sais qu'il y en a d'autres, mais c'est une question dont j'aimerais discuter avec M. Bandeden.

\* \* \*

[Français]

#### L'HABITATION

##### ON DEMANDE DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES POUR RELANCER LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines, pour qui j'ai beaucoup de considération.

Étant donné la grande demande du public pour la construction et l'achat de maisons, les fonds disponibles à la Société centrale d'hypothèques et de logement semblent totalement engagés dès l'été, du moins en ce qui concerne le district de Québec, et enfin le fait que le Canada vient de consentir un prêt de 10 millions de dollars pour 30 ans à un taux d'intérêt de 3 p. 100 à Cuba, puis-je demander au ministre de dire à la Chambre si des fonds supplémentaires seront mis à la disposition de la SCHL, et cela aux mêmes conditions que pour Cuba, en vue de répondre à la demande, pour aider à la relance de l'industrie de la construction et lutter contre le chômage?

[Traduction]

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Je tiens à assurer le député que, bien que le Programme d'aide à l'acquisition d'une maison donne des résultats très satisfaisants, il reste encore des fonds disponibles. J'inviterais tous les Canadiens désireux d'obtenir un prêt à communiquer avec leur bureau de la SCHL, ainsi qu'avec les banques et les sociétés de crédits privées auxquelles ils peuvent demander un emprunt en vertu de la nouvelle loi. Il devrait y avoir assez de fonds disponibles. Je ne puis faire aucun commentaire sur la disponibilité de fonds qui pourraient être détournés de